

1973

tribune

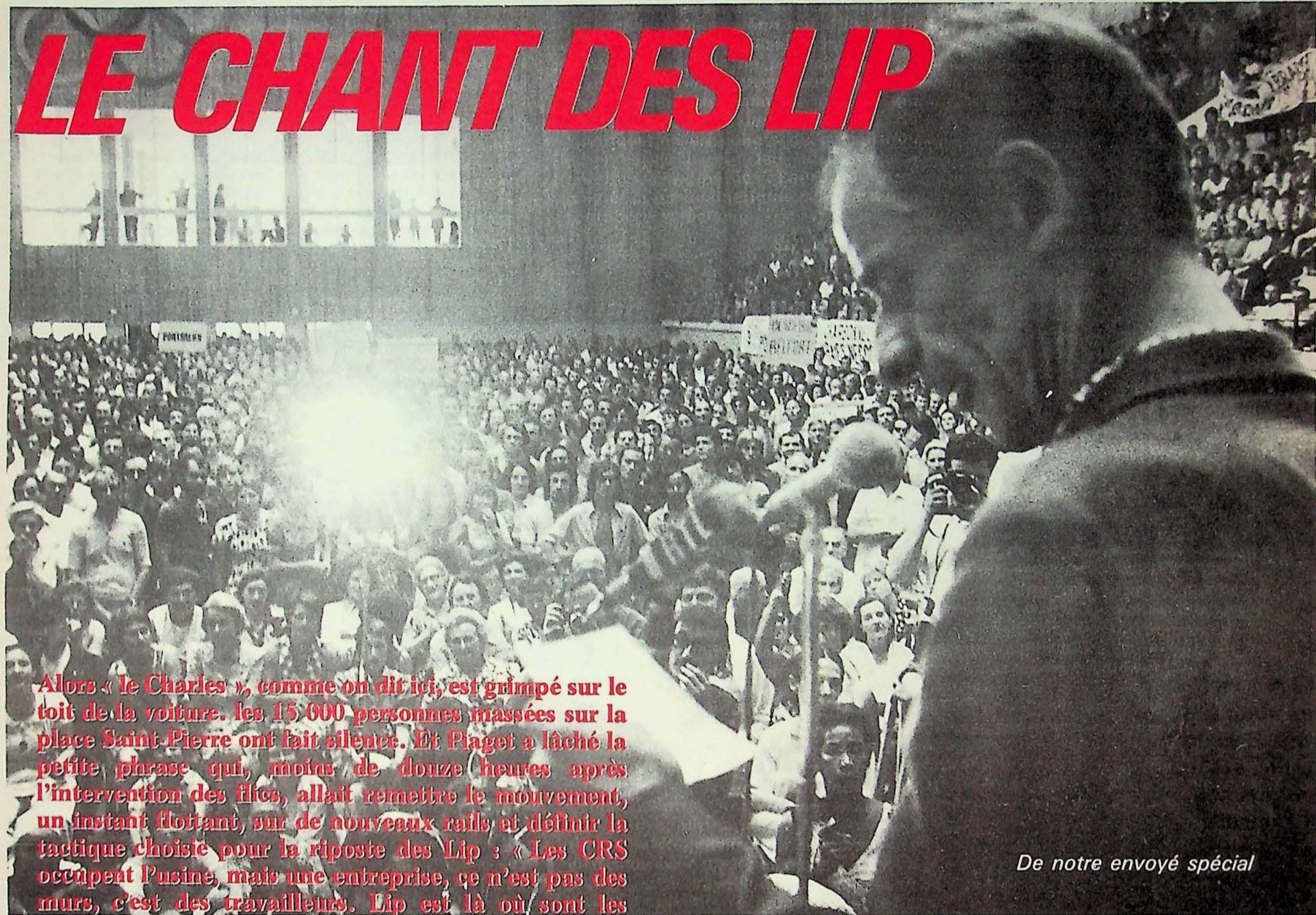
socialiste



« Lip est là où sont les travailleurs »

p.3-4 - Interview de Charles Piaget

LE CHANT DES LIP



Alors « le Charles », comme on dit ici, est grimpé sur le toit de la voiture. Les 15 000 personnes massées sur la place Saint-Pierre ont fait silence. Et Piaget a lâché la petite phrase qui, moins de douze heures après l'intervention des flics, allait remettre le mouvement, un instant flottant, sur de nouveaux rails et définir la tactique choisie pour la riposte des Lip : « Les CRS occupent l'usine, mais une entreprise, ce n'est pas des murs, c'est des travailleurs. Lip est là où sont les

travailleurs de Lip. Nous allons nous installer dès aujourd'hui dans nos nouveaux locaux, au gymnase Jean Zay ! » C'était le 14 août, vers 5 heures de l'après-midi.

De notre envoyé spécial

«ALERTE A LA POPULATION. LES CRS ONT OCCUPE L'USINE ».

6 h 30, Besançon s'éveille. Les voitures munies de haut-parleurs propagent la nouvelle aux quatre coins de la ville. En ce mardi matin du 14 août, le mauvais coup a eu lieu. Le pouvoir a basement misé sur la chaleur, les vacances, la démobilisation traditionnelle du week-end le plus creux de l'année. Il ne va pas tarder à mesurer l'étendue de son erreur.

gnation, la détermination aussi s'expriment dans ce long face à face avec des gendarmes mobiles contractés, mal à l'aise devant l'ampleur de cette réaction populaire spontanée.

Quelquefois, les larmes d'une ouvrière dont les nerfs lâchent, ou le mépris craché au visage d'un flic. Mais c'est l'exception. Ce qui domine, c'est une sorte d'exaltation collective, de sentiment de fierté né du coude-à-coude, de la solidarité de classe concrètement ressentie, de la sûreté d'être du bon côté - celui de la justice, du droit - de l'assurance de la victoire finale. Après l'amertume, la colère, le désarroi de la première heure, je ne crois pas me tromper en disant que les sentiments qui ont dominé, toute cette journée du 14 août, ont été la joie et la fierté.

Toute la tactique syndicale va consister, en cette longue semaine que nous venons de vivre, à entretenir et développer ce moral collectif avec la conscience extrêmement nette que c'est sur ce terrain que le pouvoir est d'avance battu.

joie et fierté

Dès 9 h, la démonstration est faite : les stratèges de Marcellin ont perdu leur pari. De toute la ville, les travailleurs sont montés à l'usine. Toutes ensemble, les boîtes ont débrayé, sorti les banderoles, formé les cortèges qui arrivent un à un sous les acclamations : la Rhodia, la Sécu, Kelton, les Municipaux, Mont-Jura, PTT, SNCF... Toute la ville est paralysée. La colère ouvrière, l'indi-

Cela n'ira pas sans mal. Il va falloir expliquer, convaincre, surmonter et le découragement de certains et le bouillonnement d'autres qui ont bien du mal à se retenir d'aller donner tête baissée dans la provocation policière. Il va falloir compter tout à la fois sur la solidarité de toute la classe ouvrière - facteur déterminant - et sur la campagne d'intox d'une certaine presse aux ordres ; sur le dévouement et l'immense bonne volonté de militants extérieurs comme sur les maladroites de certains autres ou les provocations de donneurs de leçons professionnels ; sur les tentatives de division du pouvoir, comme sur ses impairs : il faudra un jour écrire l'histoire du conflit heure par heure pour tout analyser et tout trier.

l'imagination

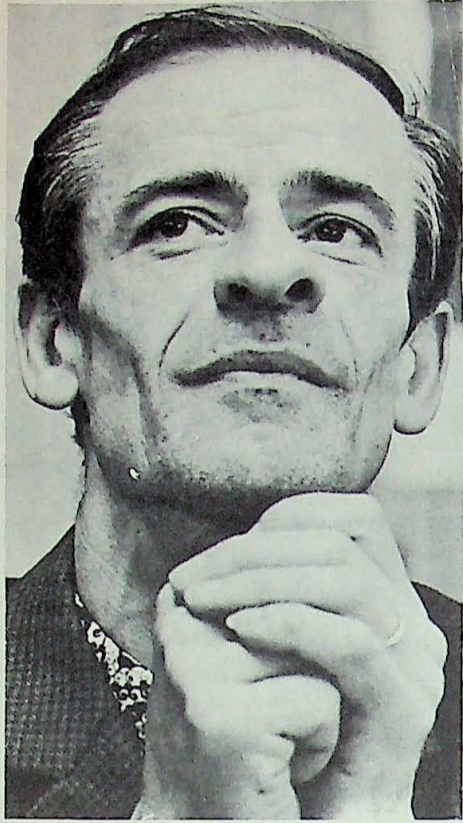
Dans cette seule semaine capitale, qui va de l'occupation policière du mardi matin à la grande fête à l'usine Jean Zay de samedi et dimanche soir, les moindres faits comptent, s'additionnant ou se neutralisant les uns les autres : des journalistes victimes des CRS, une voiture de presse brûlée, le drapeau Lip dressé sur Jean Zay, un sondage d'opinion, le fantastique succès du meeting Séguy-Maire, une

A.G. réussie, une autre plutôt loupée, l'impression qu'on ne sait plus trop où on va, puis l'espoir qui renaît et se matérialise dans « la nouvelle usine » qui prend forme peu à peu et retrouve la vie - la vie des murs, des banderoles, des affiches.

Chaque mot, chaque geste presque ont leur importance : qui dira le prix psychologique de l'annonce au micro de la réouverture du restaurant d'entreprise ? Ce bon vivant de cuisinier bondissant sur l'estrade sous les ovations : « Ça n'est pas le moment d'avoir l'estomac vide avec ces salauds-là ! »

L'imagination créatrice de tous est mise à l'épreuve. Il faut avoir des idées, des trucs : ces ballons rouges gonflés au gaz qui viennent tout d'un coup flotter au toit de Jean Zay ; ces affiches pleines d'humour qui naissent par dizaines « N'allez plus boire à l'ancienne usine Lip, c'est le coup de masse ! Venez boire à Lip-Jean Zay ! » Ou ces Panneaux de photos développées à la hâte qui montrent « l'inauguration de la caserne Lip » et à côté « l'inauguration de l'usine Lip-Jean Zay » ; le fléchage, sur les panneaux du boulevard extérieur : flèche à gauche : « Caserne Lip », flèche à droite : « Usine Lip-Jean Zay ». Et la renaissance, sur tous les murs, des dizaines, des centaines de télégrammes de solidarité venus de toute la

PIAGET: « Les Lip ont repris l'offensive »



Sygm

Charles Piaget - C'est vrai que l'occupation de notre usine a été un coup dur. Et c'est vrai aussi que nous nous sommes fait avoir. Tu vois, le préfet Schmidt prétend que tout ce conflit, depuis le début, est quelque chose de « machiavélique ». C'est ce qu'il a dit aux journalistes qui sont allés le voir. Pour lui, et pour beaucoup d'autres, les Lip sont une espèce de machine de guerre, un « cheval de Troie » destiné à créer des embêtements au gouvernement, ou même à faire la Révolution, ou à renverser le régime ou je ne sais quoi.

Or, ce que nous expliquons depuis le début, c'est que nous nous battons tout simplement pour avoir

le droit de continuer à exister, à travailler, à gagner notre vie et celle de nos gosses. On a voulu casser notre entreprise, licencier des centaines d'ouvriers : c'est contre ça que les Lip se sont dressés tous ensemble, qu'ils se sont battus et qu'ils continuent à se battre.

Nous ne crions pas « Pompidou, démission ». Nous crions : « pas de démantèlement, pas de licenciements ». En fait, nous nous battons pour un droit qui existe dans la loi française et qui est le droit au travail. Et si le conflit se « politise » comme on l'a dit, c'est tout simplement que plus on va, et plus on s'aperçoit d'un certain nombre de choses. Les ouvriers ne sont pas des imbéciles : ils voient bien ce qui s'est passé derrière leur dos, ils s'aperçoivent que c'est une histoire de gros sous qui empêche de leur donner satisfaction, ils découvrent concrètement ce que sont les trusts internationaux, les liaisons du grand capital au-dessus des frontières. Ils ne sont pas fous, les travailleurs de Lip : il y a trois

mois, on leur a montré le plan Ebauches S.A. qu'on avait trouvé dans la serviette des administrateurs. Et puis, aujourd'hui, voilà Charbonnel qui arrive avec son plan-miracle, la bouche en cœur, ils s'aperçoivent bien, qu'à quelques détails près, c'est le même plan ! Alors, si on vient nous dire que les ouvriers de Lip sont plus politisés qu'au début, eh bien, c'est vrai ! Mais la faute à qui ?

Bon, pour revenir à ta question : je te disais qu'on n'était pas machiavéliques, et le fait qu'on se soit fait surprendre le matin du 14 août, c'est bien la preuve non ? Et c'est bien la preuve que c'est le gouvernement qui est machiavélique. Nous, on nous laisse entendre que la négociation va s'engager, on avait vu Giraud la veille au soir, le climat était - comme disent les journalistes - à la détente : et crac ! ils envoient les flics.

Mais c'est là où ça a été formidable, la solidarité aussitôt de tous les gars des boîtes de la région et de toute la

(suite de la page 1)

France et même de toute l'Europe, ou d'Amérique.

De tout cela, il faut croire, la « grande presse » n'a pas vu grand chose. Les articles de *FranceSoir* parlent des « sinistrés sociaux » que seraient devenus les Lip, sans toit, sans âme collective, ballotés d'une salle à l'autre : il n'est pas pire aveugle que celui qui ne veut rien voir.

colère ouvrière

Par contre - et en contrepoint nécessaire - les yeux grands ouverts sur les affrontements policiers : il est là nécessaire de faire le point et de dire le vrai.

Comme M. Fouchet parlait, en 68, de la « la pègre sortie du pavé de Paris », il est de bon ton d'attribuer la responsabilité des bagarres à « la lie bisontine ». C'est faux.

Il est des provocations, certes, et d'abord celle évidente, permanente, aveuglante des flics. Mais tous les manifestants arrêtés sont des travailleurs des usines de la région et les Lip eux-mêmes, certains d'entre eux, ont jeté des pavés : l'anathème et la condamnation sont hors de question. Ce qui s'exprime à Besançon est une authentique colère ouvrière, et nous la disons légitime, et le PSU - sur le plan local, comme sur le plan national se solidarise sans équivoque avec les victimes de la répression, avec les manifestants blessés, emprisonnés, jugés et condamnés.

Cela dit, les dirigeants syndicaux et le Comité d'Action de Lip ont choisi une autre tactique pour faire triompher leur mouvement. Ils ont refusé de tomber dans le panneau de la provocation policière en se plaçant sur le terrain militaire, forcément défavorable. Ils ont choisi la poursuite du mouvement dans le calme et l'illégalité non-violente et créatrice qui

est la leur depuis le début du conflit. Ils ont choisi de continuer à « inventer la légalité de demain », selon la très belle formule d'Edmond Maire au meeting de jeudi : c'est ce que symbolise l'installation à Jean Zay, la remise au travail des commissions, le travail de propagande, d'animation, de popularisation comme si de rien n'était. L'abandon - provisoire - de l'ancienne usine aux chiens de garde du régime et la continuation, ailleurs du mouvement (la semaine prochaine reprendront la fabrication et la vente des montres) ne marquent aucunement une démission ou un recul.

Et c'est bien évidemment l'attitude qui embarrasse le plus le pouvoir et qui pourra le contraindre à négocier - avec la pression constante et la solidarité croissante de l'ensemble des travailleurs à travers la France.

Voilà la tactique clairement énoncée, voilà ce qu'il convient d'expliquer et de populariser, voilà ce que les Lip ont, de plus en plus nombreux, compris et accepté : ils seraient trop contents, les Marcellin et les Charbonnel, que le mouvement s'estompe dans la fumée des lacrymogènes !



Dimanche soir. Comme hier, la fête. Dans le calme de la chaude nuit d'août. Deux à trois mille personnes attentives autour du podium dressé dans la cour de Jean Zay. Des travailleurs de toute la ville, mêlés aux Lip. Des familles, venues de toute la France - militants ou pas - qui ont trouvé nécessaire que le chemin de leurs vacances passe par Besançon. Une troupe de théâtre vient de jouer une pièce sur les travailleurs immigrés. Et Jacques Bertin a chanté d'une voix chaude : « le chant des hommes muselés par les radios bavardes ».

Le chant des Lip.

Chant d'espoir dans la nuit de Besançon. Dans la nuit de ce régime du fric et du flic.

Bernard LANGLOIS ■
(Besançon, 19 août, 23 h.)

les versaillais

Les flics chez Lip ! Pourquoi en est-on arrivé là ? Comment le pouvoir a-t-il pris cette décision ? Qu'est-ce que cela change dans la lutte des travailleurs de Lip ? Pourquoi juste avant cette mascarade de concertation, de négociation ? Comment se fait-il qu'en plein mois d'août il y ait un tel développement de la solidarité ? Autant de questions qui se posent auxquelles nous allons essayer de donner une réponse.

Le gouvernement nous a habitués depuis quelques années à faire ses mauvais coups en août, si possible aux alentours du 15. C'est le moment où le maximum de travailleurs sont en vacances, donc, normalement, où les réactions doivent être les plus limitées. Pour cette année, nous avons les flics chez Lip. Plus grave, plus risqué que les habituelles augmentations du métro. Il est clair que si le pouvoir a pris cette décision, ce n'est pas à la légère et qu'il avait de sérieuses raisons de le faire.

valeur d'exemple

Les Lip ont montré à la classe ouvrière qu'une autre stratégie était possible. Ils ont montré qu'au lieu de se situer sur la défensive, les travailleurs pouvaient imposer leur volonté, prendre d'abord l'objet de leurs revendications pour ensuite négocier sur la base de leurs propositions. On voulait démanteler leur entreprise. On ne voulait pas assurer leur salaire, ils se sont payés sur le fruit de leur travail. Nous avons déjà développé ces points dans le n° 583 de *Tribune Socialiste* (27 juin). Depuis cette date, la valeur d'exemple n'a fait que s'amplifier : Lorient, Romans - le risque de contagion est devenu très dangereux. Il devient quasiment impossible pour le pouvoir de laisser se faire une rentrée sociale, qu'il prévoit chaude, avec Lip en l'état. Deux solutions : la matraque ou la négociation ; n'oublions pas que l'homme fort du régime s'appelle Marcellin, voilà qui indique déjà quelle solution aura la préférence.

Le second point, tout aussi fondamental, c'est que Lip appartient au trust Ebauches S.A., trust multinational d'origine suisse. Nous avons déjà expliqué dans *T.S.* du 4 juillet (n° 584) ses objectifs : démanteler l'entreprise, licencier les travailleurs pour ne conserver que la chaîne de montage et la marque. Pour cela, tout est bon, y compris les fautes de gestion délibérées pour faire la démonstration économique d'une volonté politique. L'objectif de cette firme est clair, sa stratégie la même que toutes les firmes multinationales. Le problème numéro un est de contrôler un marché. Pour ce faire, il faut contrôler les entreprises principales de ce marché.

Ils jouent des mécanismes financiers à double détente. D'abord, participation financière dans le capital de l'entreprise, ensuite être créancier et si possible créancier principal ; cela permet de contrôler la fabrication et les prix de revient. Ensuite, il ne reste plus qu'à démembrer les entreprises en une série d'unités de fabrication parcellaires qui, si elles ont l'apparence juridique de l'indépendance, dépendent pour tout de la stratégie de l'entreprise multinationale. C'est cette dernière partie du plan qu'Ebauches S.A. tente d'appliquer.

Lors de sa première intervention, début juillet, Charbonnel (qui vient, nous apprend-on de source sûre, de changer de ministère pour passer à celui du démantèlement industriel) propose comme idée l'application du plan Ebauches S.A. Il organise ensuite, le 31 juillet, une farce extraordinaire à laquelle il convoque la presse... Tout le monde

France : nous, on était un peu assommés. Ils sont arrivés, ils ont débrayé, participé à des meetings, chaque jour on a reçu des centaines et des centaines de preuves de cette solidarité, ce qui nous a permis de très vite surmonter ce petit passage à vide. Maintenant, tout le monde peut le constater ici, les Lip ont repris l'offensive - et ce n'est pas prêt de flancher pour nous.

T.S. - L'offensive, c'est l'installation au gymnase, le redémarrage des commissions, la fête, etc ?

C.P. - C'est tout ça d'abord. Le gymnase, bien sûr, ce n'est pas l'usine. On ne peut pas s'empêcher de penser à notre usine avec tous ces flics dedans qui ont tout cassé, saccagé. Mais c'était important de tout de suite retrouver un lieu qui ne soit pas seulement une salle de cinéma pour se réunir une fois par jour, un lieu où on essaye de recréer un peu l'entreprise et son atmosphère : ici, Jean Zay, c'est un symbole, c'est le symbole de notre unité, de notre lutte et de notre détermination d'aller jusqu'au bout. Et c'est de redémarrer ici qui nous permet de tenir bon et surtout de ne pas tomber dans le piège qui est grand tendu : celui de l'affrontement avec les C.R.S. Même si

parfois ça nous démange tous d'aller leur casser la gueule.

T.S. - Vous avez annoncé aussi la reprise de la production et de la vente ? Vous êtes réellement prêts à tenir ce pari ?

C.P. - Bien sûr qu'on est prêts. Evidemment, ce sera de façon assez réduite, on a quand même pas pu déménager toute l'usine - malheureusement ! Mais on a de quoi faire. La commission production s'est réunie dès le lendemain de l'intervention : techniquement, tout est prêt pour démarrer des ateliers, soit clandestins, soit au contraire publics, dans des endroits qui jouissent d'une protection morale : c'est le sens de notre appel aux confédérations et partis de gauche pour qu'ils mettent des locaux à notre disposition - comme le PSU l'a fait aussitôt.

Et puis, on a encore d'autres projets pour reprendre l'initiative. En tout cas, sois sûr que le découragement, s'il a existé, et c'est normal, n'a pas duré longtemps. Et qu'on est tous plus unis, plus forts, plus déterminés qu'avant leur coup de force.

T.S. - L'élan de solidarité, spontané, a été - tu le disais

tout à l'heure, formidable. A ton avis, pourquoi ?

C.P. - Ce serait plutôt à vous, les militants de l'extérieur de dire pourquoi, d'expliquer ça. Encore une fois, nous on s'est battu sans avoir dans la tête de faire une grève exemplaire ou d'écrire une page de l'histoire du mouvement ouvrier : on s'est battu pour défendre notre travail, notre emploi, et on a imaginé au fur et à mesure les formes qui nous semblaient les plus appropriées, les plus capables d'assurer notre succès. Cela dit, bien sûr, on invente jamais rien à partir de rien : nous sommes, c'est connu maintenant, une équipe de militants syndicaux et politiques à la fois formés de longue date et il y avait - consciemment ou inconsciemment - dans nos têtes, quand on imaginait quelque chose, tout l'acquis de notre formation, de notre passé de militants. Si tu veux, on n'a pas voulu, par exemple, faire l'illustration pratique de la théorie du « **contrôle ouvrier** » : on s'est trouvé dans une situation telle que le « **contrôle ouvrier** » s'est imposé à nous comme le seul moyen de lutte valable.

C'est une forme de lutte encore assez nouvelle, qui va plus loin que la grève classique. Et je pense que si le mouvement de solidarité est si grand, c'est que cette forme de

lutte est drôlement populaire et que beaucoup de travailleurs s'y reconnaissent - y reconnaissent leurs espoirs, leurs aspirations...

T.S. - Quelle sera maintenant la riposte du pouvoir, à ton avis ?

C.P. - Il y a plusieurs formes de ripostes prévisibles, à commencer par celle qui a été annoncée officiellement : les lettres de réembauche. On va d'abord attirer les cadres, et puis ensuite tenter par leur intermédiaire de faire venir un à un les ouvriers. C'est le premier danger, prévu, annoncé et le seul moyen d'y riposter, c'est de maintenir notre cohésion et notre unité.

Et puis, il y a toujours le risque des poursuites judiciaires. Ils ont déjà fait tellement d'erreurs qu'ils pourraient bien encore commettre celle-là, en espérant décapiter le mouvement par l'arrestation de quelques délégués syndicaux... Voilà, en gros, ce qu'on peut prévoir. Mais ils devront alors compter avec toute la classe ouvrière. Ce serait vraiment un très gros risque. Les travailleurs de Lip ont toute confiance en la solidarité des travailleurs, qui s'est déjà manifesté avec une telle ampleur.

(Propos recueillis par Bernard LANGLOIS)



attend des révélations, un plan de sauvetage. Nous avons droit à la reprise du plan d'Ebauches S.A. La plaisanterie est douteuse. Où elle devient scabreuse, c'est lorsque le gouvernement veut nous faire croire qu'il est sérieux. Point trop n'en faut ! Il lance Giraud sur orbite, avec pour mission de reconstituer le secteur « horlogerie » avec Ebauches S.A. et l'I.D.I., les autres secteurs étant repris par des entreprises françaises. Puis, devant les difficultés que rencontre Giraud, il reprend, dans un deuxième plan, sous une forme différente, pour la troisième fois le plan Ebauches S.A. Comme nous l'avions déjà dit, le pouvoir avait participé préalablement, par la suppression de ses commandes, à la mise en condition économique de l'entreprise souhaitée par Ebauches S.A. Gouvernement/Ebauches, on retrouve cela partout. Oui, un trust multinational peut passer au-dessus des décisions gouvernementales et des orientations du VI^e Plan. Mieux : nous savons maintenant qu'il peut imposer les siennes propres, soit directement, soit en plaçant le gouvernement dans une telle situation qu'il ne puisse plus qu'en passer par la volonté du trust. La leçon est importante. La classe ouvrière s'en souviendra.

Alors, ce pouvoir de valets, le petit doigt sur la couture du pantalon, a exécuté. Le CNPF ne pouvait admettre Lip pour la situation sociale, Ebauches ne pouvait admettre Lip pour ses intérêts financiers. Le pouvoir a agi. Maintenant, dans ce régime, on lâche Marcellin et ses sbires comme dans le temps où, aux U.S.A., on

lâchait les chiens derrière les esclaves qui voulaient reprendre leur liberté.

Quelle mascarade ! Giraud négociait, sortait du cadre de sa mission, donnait l'impression de vouloir régler l'ensemble du problème Lip. Pendant ce temps, dans l'ombre, « les Versaillais », comme les a appelés Edmond Maire, se préparaient à agir. Le légionnaire, chef de gouvernement, déclarait quant à lui : « **Le gouvernement ne peut intervenir, j'ai moi-même donné l'ordre aux forces de police de faire appliquer la loi** ». Il ne pouvait être plus clair. Les décisions se sont prises ailleurs, le gouvernement n'a fait qu'appliquer.

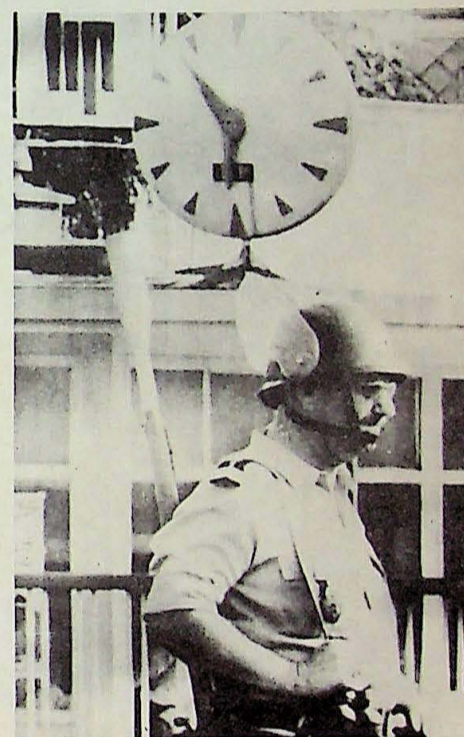
le piège

L'objectif est double : tenter de casser le mouvement et si l'on y arrive pas, obliger les travailleurs à se situer sur le plan de la répression. Un piège un peu gros que les travailleurs, dès le lendemain, en Assemblée Générale, dénonçaient : « **se situer sur le terrain de la répression, c'est aller sur le terrain choisi par l'adversaire** », disaient-ils. « **Réclamer le départ des CRS au lieu de la satisfaction de nos revendications, voilà le piège** ». Le pouvoir a enregistré une défaite de taille, car c'est bien de défaite qu'il faut parler à propos de l'intervention répressive. La démonstration est maintenant faite qu'une usine, ce n'est pas un patron et des murs ; l'usine, ce sont les travailleurs. L'usine Lip est au

gymnase Jean Zay. « **La caserne Lip** », comme ils disent avec humour, est impuissante. C'est pour cela que le PSU a décidé de répondre favorablement à la demande des Lip en mettant ses locaux à leur disposition. La production va reprendre, la vente continuera. Les revendications restent les mêmes, car en plein mois d'août, la réaction des travailleurs est vive : meeting à Besançon, Paris, débrayages dans les secteurs en activité, afflux de délégations à Lip-Jean Zay. La volonté de se battre est grande.

Partout, se développe la solidarité active. L'on comprend que, de toutes parts, on ne peut pas laisser se perpétrer cela. La lutte des Lip dépasse le cadre de leur entreprise. Pour la classe ouvrière, il y a dans cette lutte, l'exemple de nouvelles formes d'actions, l'espérance d'un autre type de société.

La lutte continue donc ; mieux, elle s'amplifie. C'est le seul résultat pour le moment, de l'intervention des casques et des matraques. Alors, maintenant, la négociation ? Oui, mais pour négocier quoi ? Le gouvernement peut intervenir. Pourquoi ne pas avancer la date de rentrée de l'Assemblée ? Pourquoi refuser de discuter de notre proposition de loi : une régie nationale sous contrôle des travailleurs. Car enfin, soyons logiques, quel est le problème ? Après les erreurs de gestion de Fred Lip, le sabotage d'Ebauches S.A., il faut redémarrer l'entreprise sur des bases saines. Sans démantèlement, sans licenciements, tout le monde sait que c'est économiquement possible. L'horlogerie, la machine-outil,



l'armement, la mécanique, ce ne sont pas des secteurs, que l'on sache, en train de péricliter. Aucune entreprise ne veut racheter, nous répond le gouvernement. Alors, pourquoi ne pas reprendre sous la forme d'une régie nationale ?

Parce que l'on est aux ordres d'Ebauches S.A. Le contrôle des travailleurs sur la reprise de l'activité est un impératif. Il ne peut être question, après une apparence de solution, de revoir, dans six mois ou un an, le conflit réapparaître, les casques dans l'usine, les travailleurs obligés de recommencer le combat. Ensuite, l'entreprise remise sur pied, on verra quelle est la meilleure solution possible que choisiront les travailleurs. Proposer aujourd'hui, la coopérative ouvrière ou le plan Ebauches S.A. ce n'est pas proposer un choix, c'est faire changer la forme du couteau que l'on met sous la gorge.

Le calme, la résolution, la force qui se dégagent des Lip contrastent avec l'agitation stérile des tenants du capitalisme. Oui, des solutions sont possibles à ce conflit. Encore faut-il avoir la volonté politique de le reprendre au lieu de tenter de l'écraser. Lip se bat pour tous les travailleurs, le pouvoir n'avait pas prévu que tous les travailleurs pouvaient se battre pour Lip, pour l'espoir que ces hommes et ces femmes ont fait renaître.

Alain RANNOU

contrôler aujourd'hui...

On ne savait pas « le Figaro » si entiché d'autogestion. Voici que son éditorialiste s'indigne vertueusement parce que les travailleurs de Lip refusent la transformation de leur entreprise en coopérative ouvrière. « Mauvaise foi », s'écrie ce brave homme en s'en prenant à Charles Piaget, qui a répondu à cette proposition : « C'est un piège dans lequel nous ne tomberons pas ».

Voici donc les travailleurs de Lip sommés de choisir entre deux voies de garage. Ou bien, ils poursuivent les formes de lutte nouvelles qu'ils ont choisies dès l'origine et dans ce cas, on les somme de faire de l'autogestion en système capitaliste. Autrement dit, ils sont priés de payer les pots cassés de la gestion désastreuse du patronat de Lip et de courir le risque d'avoir à assurer eux-mêmes le démantèlement de l'entreprise et le licenciement d'un nombre important de ses travailleurs. Ou bien, puisque, paraît-il, « ils ne veulent pas d'autogestion », on les prie de s'en tenir aux formes classiques de la négociation entre « partenaires sociaux ». « Rendez les montres, arrêtez d'en fabriquer et d'en vendre et nous pourrions discuter ». Ce qui signifie en clair l'abandon de l'initiative et la poursuite du combat en position défensive sur le terrain de l'adversaire.

Il faut être naïf ou malhonnête pour s'étonner de ce que les travailleurs de Lip refusent ce choix truqué (en ce qui concerne le gouvernement, nous penchons résolument pour le second qualificatif). Car le véritable problème pour l'instant est ailleurs : il est celui de la responsabilité de l'Etat qui, quoiqu'en dise sans rire, M. Messmer, est impliqué jusqu'au cou dans ce conflit. Impliqué pour avoir donné le feu vert à la société Ebauches S.A. en connaissant parfaitement son plan de démantèlement de Lip. Impliqué, puisque les commandes principales de deux départements de Lip - armement et machines outils - sont des commandes de l'Etat. Impliqué enfin et surtout, puisque les plans successifs de M. Charbonnel ont consisté à reprendre quasiment sans camouflage le plan original de démantèlement et de licenciement d'Ebauches S.A.

un choix réel

C'est en tenant compte de cette situation que le PSU, en accord avec les travailleurs de Lip, a déposé un projet de loi demandant la transformation pour trois ans de l'entreprise Lip en une régie nationale au sein de laquelle les travailleurs disposeraient d'un droit majoritaire de décision sur les problèmes de licenciement et de démantèlement. C'est uniquement au bout d'une telle période, une fois réparées les conséquences désastreuses

des erreurs de gestion patronales, qu'un choix réel pour les travailleurs entre l'option coopérative ouvrière, l'option rachat par une firme privée voire maintien de la régie nationale, pourrait être effectif. Nous avons en effet voulu laisser ouvertes les possibilités d'un choix qu'il appartient de faire aux travailleurs et non à une organisation politique. Il ne peut l'être aujourd'hui, puisque l'Etat refuse de prendre ses responsabilités.

Cela signifie-t-il pour autant que l'action des travailleurs de Lip n'a rien à voir avec l'autogestion, qu'elle se réduit simplement à des formes de luttes imaginatives certes, mais très localisées, sans représenter réellement un apport qualitativement nouveau pour l'ensemble du mouvement ouvrier ?

Ne pas voir le rapport, serait une seconde erreur. Voici trois mois, les efforts conjugués de la CFDT et du PSU permettaient de lancer le débat sur le socialisme autogestionnaire dans tout le pays et afin qu'il ne soit plus le seul fait des militants syndicaux et politiques. Il nous faut aujourd'hui faire le même effort pour faire comprendre massivement ce que sont les deux préalables nécessaires à l'autogestion socialiste : le contrôle ouvrier et le contrôle populaire.

PAR
Michel Rocard

« Contrôler aujourd'hui pour décider demain », tel était le titre du Manifeste du PSU adopté à Toulouse. « Vivre demain dans nos luttes aujourd'hui », tel était le thème du dernier congrès de la CFDT. Il est rare que des formules expriment à ce point la réalité d'une lutte sociale. Car il s'agit bien de cela chez Lip. Non seulement, les formes de luttes choisies sont directement efficaces pour imposer le rapport de force nécessaire permettant aux travailleurs de négocier. Mais elles annoncent aussi, avec un degré de clarté rarement atteint, ce que devrait être, pour reprendre la formule d'Edmond Maire « la légalité de demain ». Car les travailleurs de Lip viennent de faire trois démonstrations qui pèseront lourd dans les combats à venir du mouvement ouvrier.

La première a trait à la sacro-sainte propriété capitaliste : au premier accroc, le patronat a plié bagage. Qui a maintenu l'outil de travail ? Qui a poursuivi la fabrication et la vente des montres ? Qui a assuré même, ô ironie, une publicité sans précédent à une marque que l'on disait disqualifiée ? Les véritables responsables, les véritables propriétaires ont été à chaque fois les travailleurs.

La seconde démonstration, c'est celle du fonctionnement même de l'entreprise. Georges Séguéy l'a résumée excellemment au meeting de Besançon : « Vous avez montré, a-t-il dit, que si les patrons ne peuvent pas se passer des travailleurs, les travailleurs, eux, peuvent se passer des patrons ».

Troisième preuve enfin, peut-être la plus nouvelle et la plus porteuse d'avenir : une autre organisation du travail est possible. Loin des gadgets néo-capitalistes sur « l'enrichissement des tâches », les travailleurs de Lip se sont attaqués à deux piliers du système capitaliste : la hiérarchie et la division sociale du travail. Certes, ils ne pouvaient et ne pourront mener cette expérience à son terme. Pour les mêmes raisons qui rendent illusoire la réalisation de l'autogestion en dehors du socialisme. Mais ce qu'ils ont fait suffit déjà à entamer deux mythes : l'autorité patronale et la prétendue impossibilité d'une rotation des tâches.

l'unité politique

Ces trois démonstrations sont capitales. Elles permettent de démontrer qu'une stratégie de contrôle ouvrier non seulement prépare l'avenir, le « décider demain », pour reprendre l'expression du Manifeste du PSU, mais s'avère aussi payante dès aujourd'hui sur le plan du combat syndical.

Avec Lip, la prétendue opposition entre les « rêveries autogestionnaires » et le « réalisme » du combat syndical est en train de faire long feu.

Comment s'étonner que dans ces conditions, l'unité réalisée, celle des travailleurs, celle des organisations politiques et syndicales soit beaucoup plus forte et mobilisatrice qu'il y a quelques mois ? Car cette unité s'est réalisée autour des travailleurs de Lip, sur la base de leurs objectifs et surtout, cela est nouveau, dans le soutien à leurs formes de lutte. On a souvent accusé le PSU d'être anti-unitaire. Nous répondons : l'unité des organisations ne suffit pas si elle n'est pas réalisée aussi à la base par les travailleurs eux-mêmes et autour d'objectifs réellement adaptés à la situation nouvelle du capitalisme. Parce que ces conditions sont aujourd'hui réunies, le PSU, par ses militants engagés chez Lip, à Besançon et dans toute la France, constitue un moteur de cette unité qui, pour le coup, est réellement populaire. Sur ce point aussi, les travailleurs de Lip auront fait faire un grand pas au mouvement ouvrier en lui indiquant la voie de ce que pourrait être, étendue à l'ensemble du pays cette fois, son unité sur le plan politique.

SOUSCRIPTION

Le PSU n'a d'autres ressources que les vôtres. Ce supplément à Tribune Socialiste se veut un moyen de lutte permettant de populariser le combat des Lip.

Si vous pouvez aider à son financement, ne vous gênez surtout pas !

SOUSCRIPTION : CCP 14.020.44 PARIS

PSU, 9, rue Borromée - PARIS XV^e

COMMUNIQUE :

La composition de ce n° spécial « T.S. » a été assurée par nos camarades du quotidien Libération. Aujourd'hui, 21 août, en mettant sous presse, nous apprenons qu'un incendie a détruit les locaux de leur rédaction régionale de Lyon, sans doute d'origine criminelle d'après les déclarations d'un officier de pompiers. La rédaction de « T.S. » élève une vive protestation contre cet attentat de caractère fasciste et appelle ses lecteurs à manifester leur soutien au quotidien Libération qui reparaitra en kiosques le 17 septembre.

abonnez
vous à
T.S.

9 RUE BORROMÉE
75015 PARIS

« T.S. »